

L'Actualité économique

Introduction

Roma Dauphin

Les options commerciales du Canada
Volume 52, numéro 4, octobre–décembre 1976

URI : id.erudit.org/iderudit/800692ar

DOI : [10.7202/800692ar](https://doi.org/10.7202/800692ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

HEC Montréal

ISSN 0001-771X (imprimé)
1710-3991 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dauphin, R. (1976). Introduction. *L'Actualité économique*, 52 (4), 419–420. doi:10.7202/800692ar

Tous droits réservés © HEC Montréal, 1976

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

INTRODUCTION

Ce numéro spécial de *L'Actualité Economique* regroupe des articles d'économistes anglophones et francophones sur les options commerciales du Canada. Il manifeste l'intérêt croissant des économistes québécois pour une politique qui constitue l'un des piliers essentiels de l'unité canadienne. En plus des nombreux participants québécois, les quatre autres grandes régions du pays sont représentées par MM. Ronald Shearer, Bruce Wilkinson, Harry Eastman et A.M. Sinclair.

L'exposé du Conseil économique du Canada intitulé *Au-delà des frontières* a servi de cadre de référence au choix des auteurs et des sujets abordés dans ce numéro. Les principaux thèmes traités ici sont donc similaires à ceux qui ont fait l'objet de l'exposé du Conseil, à savoir :

- l'impact d'une zone de libre-échange Canada-Etats-Unis ;
- l'impact d'une réduction unilatérale des droits de douane et de certaines barrières non tarifaires ;
- l'impact sur la distribution du revenu de la politique commerciale actuelle et des deux options ci-haut énumérées ;
- l'impact de liens commerciaux accrus avec, d'une part, les pays en voie de développement et, d'autre part, la Communauté économique européenne.

Quatre études techniques du Conseil économique du Canada portaient directement sur ces grands thèmes et sont commentées ici. Ce sont les études de MM. Ronald Wonnacott, Harry Postner, Roma Dauphin et Hugues Pinchin. Nous remercions vivement le Conseil économique du Canada d'avoir expédié gratuitement aux participants de ce numéro toutes les études techniques effectuées au sein du Conseil en vue de la rédaction de son exposé final.

La difficile tâche de fournir un cadre conceptuel aux lecteurs de ce numéro a été confiée à MM. C. Bronsard et F.K. Kabuya. Dans le premier texte présenté, ces auteurs développent un modèle contenant la plupart des prescriptions normatives de la théorie des échanges internationaux dans un contexte d'optimum de compromis. L'économiste a souvent besoin de compléter sa base théorique par une recherche historique en vue d'apprécier pleinement toutes les conséquences d'un changement de politique. A cet égard, le traité de réciprocité de 1854-

1866 constitue un exemple assez unique d'où il est possible de tirer des leçons importantes. Dans un second article, M. Jean-Guy Latulippe examine donc l'impact de ce traité sur la structure du commerce canadien, le produit national et les revenus en droit de douane du Trésor canadien.

Les deux articles suivants, soit ceux de MM. R. Tremblay et B.W. Wilkinson, traitent de l'impact au Canada et au Québec de liens commerciaux plus étroits avec les États-Unis. C'est sans doute la première fois qu'un économiste québécois expose avec autant de force les avantages que le Québec pourrait tirer d'un commerce accru avec les États-Unis et qu'un économiste canadien dénonce avec autant de vigueur et d'habileté les dangers pour le Canada de l'option continentaliste.

Les analyses de MM. R. Shearer et H. H. Eastman qui sont ensuite présentées portent sur les innombrables et parfois importantes conséquences d'une réduction unilatérale des tarifs canadiens. Encore une fois, me semble-t-il, il ne sera pas possible, pour le lecteur, de retrouver ailleurs qu'ici une analyse aussi juste et qui soulève des questions aussi pertinentes sans retourner à l'étude maintenant devenue classique de W.A. MacIntosh effectuée pour la Commission Rowell-Sirois en 1949. Les articles de MM. A.M. Sinclair, M. Bergeron, C. Nappi et C. Bronsard viendront ensuite apporter une lumière indispensable pour évaluer toute nouvelle politique. Il s'agit de l'impact sur la distribution régionale, fonctionnelle et personnelle du revenu. Certaines questions sont ici longuement discutées alors qu'elles n'ont été souvent qu'effleurées dans l'exposé du Conseil économique du Canada.

Finalement, MM. K. Valaskakis et J. Ahmad examineront les deux initiatives récentes, sans doute les plus heureuses, du gouvernement fédéral en matière de politique commerciale : l'institution d'un système généralisé de tarif préférentiel pour les pays en voie de développement et la création d'un lien entre le Canada et la Communauté économique européenne.

Roma DAUPHIN,
Université de Sherbrooke.